

Vote pour le choix de la candidature communiste à l'élection présidentielle

À l'issue du 40ème congrès du PCF le 5 juillet dernier, la conférence nationale a adopté le bulletin de vote pour le choix de la candidature à l'élection présidentielle.

La conférence nationale propose à une large majorité la candidature de Fabien Roussel à cette élection.

Le texte du 40ème

congrès « **Un communisme de conquêtes** » avait préalablement fait nôtre l'orientation suivante pour l'élection présidentielle et les élections législatives :

« Dans le prolongement des choix faits au 38ème et 39ème congrès, à la suite des décisions de la conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France comme pour la gauche, les communistes décident de porter une candidature de rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présidentielle avec l'objectif de rassembler largement toutes celles et tous ceux qui se retrouveront dans le projet communiste pour la France. Les communistes ont la volonté de rendre la gauche majoritaire, convaincre l'électorat notamment ouvrier et battre la droite et l'extrême-droite. Le conseil national prendra toutes les dispositions pour que les communistes aient de bout en bout la maîtrise de cette séquence électorale, du contenu de la campagne comme de l'évaluation du rapport de force et de la situation politique. »

À l'issue de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles aussi un enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le scrutin présidentiel, c'est la configuration de l'Assemblée Nationale et la capacité du PCF à y constituer un groupe qui déterminera en dernière analyse la majorité politique du pays. Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales de 2026, c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription qu'il sera possible de faire barrage à l'extrême-droite et aux forces de droite sous son influence.

Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges, afin de faire élire le plus grand nombre possible de députés communistes parmi les députés de gauche engagés aux côtés du monde du travail et des catégories populaires.

Ces rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde du travail, défendre le développement des services publics, défendre des exigences de paix, porter une politique de reconquête industrielle, des exigences écologiques ambitieuses, exiger la démocratie dans le cadre d'une République débarrassée du présidentielisme ».



« Le temps de la gauche qui s'accommode du capitalisme est révolu »

Fabien Roussel,
secrétaire national du PCF

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2561 – Jeudi 27 août 2026

Fête de l'Humanité

Les 40 ans du stand l'Auberge Landaise



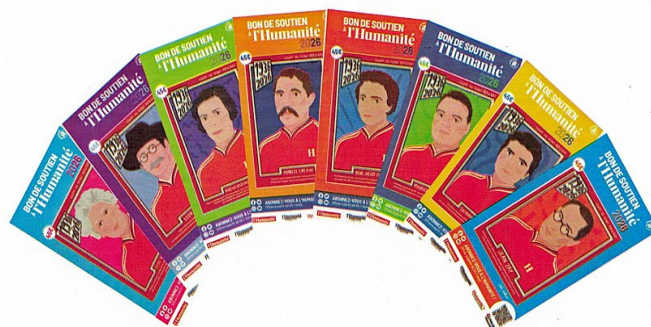
La Fête de l'Humanité se tiendra les 11, 12 et 13 septembre prochain sur la BA217 du Plessis-Pâté. Et cette année, elle aura un goût d'anniversaire, puisque notre stand L'Auberge Landaise fêtera ses 40 ans de présence.

L'équipe qui œuvrera aux tâches de notre stand est déjà complète et ce seront pas moins de 80 camarades et amis qui se démèneront pendant ses trois jours, mais aussi en amont et après, pour faire tourner le restaurant, le bar, la boutique et le petit dernier, les sandwiches landais.

Mais avant de se projeter sur la Fête, il faut gagner à son succès en plaçant massivement la vignette-bon de soutien militante

Elle est indispensable à la réussite de la Fête et du journal l'Humanité.

Vous pouvez vous la procurer auprès des camarades communistes au prix de 45 €. N'hésitez pas à la demander. ■



Le Conseil national du PCF a adopté son nouvel exécutif national

Le Conseil national du Parti communiste français a voté à 89% des exprimés, la nouvelle composition de son Comité exécutif national proposé par son secrétaire national Fabien Roussel.

Une équipe renouvelée, paritaire et ancrée dans les territoires, pour mettre en œuvre les décisions du 40e Congrès et engager une nouvelle étape du développement du PCF.

Ce vote s'inscrit dans la continuité de la volonté exprimée par les communistes lors du 40e Congrès d'un renouvellement profond des cadres, des responsabilités et des pratiques de direction. L'orientation et la direction adoptées au Congrès l'avaient été à plus de 70 %.

Un renouvellement profond de la direction nationale

Le nouvel exécutif compte 36 membres titulaires, auxquels s'ajoutent 4 membres invités. Il est strictement paritaire, avec 18 femmes et 18 hommes parmi les membres titulaires.

Le renouvellement est substantiel : 12 nouvelles et nouveaux cadres rejoignent l'exécutif national, soit un tiers de ses membres titulaires.

Le changement porte également sur la répartition des responsabilités. Parmi les 24 membres reconduits, 16 changent de responsabilité, soit les deux tiers.

La moyenne d'âge passe par ailleurs de 53 à 48 ans, contribuant à l'arrivée d'une nouvelle génération de cadres dans les responsabilités nationales.

Cette nouvelle équipe fait du renforcement du Parti et de la vie militante une priorité du mandat.

Le nouvel exécutif compte 9 secrétaires départementaux et départementales, contre 7 dans l'exécutif sortant, et représente 24 départements. Le lien avec les fédérations et les territoires sera renforcé afin de permettre une présence et une action nationales toujours davantage nourries par la réalité du terrain.

Le nouvel exécutif aura la responsabilité de mettre en œuvre les orientations du 40e Congrès et de renforcer l'intervention du PCF dans toutes les luttes.

Un secrétariat sera proposé lors de la première réunion du nouvel exécutif afin de préparer ses travaux et de suivre la mise en œuvre de ses décisions.

L'organigramme complet des responsabilités de direction sera finalisé lors d'un prochain Conseil national.

Liste des membres du Conseil Exécutif National :

- ♦ **Fabien Roussel**, secrétaire national
- ♦ **Jérémy Bacchi**, Projet ; suivi Provence-Alpes-



Côte d'Azur

- ♦ **Charlotte Balavoine**, International, déploiement des campagnes auprès des fédérations

- ♦ **Amar Bellal**, Écologie

- ♦ **Hélène Bidard**, Relations avec le Parti de la gauche européenne (PGE)

- ♦ **Stéphane Bonnéry**, Coordination du CEN, lien au CN, suivi des commissions

nationales et coordination des revues

- ♦ **Vincent Boulet**, Politique de paix, de défense et relations avec les partenaires internationaux

- ♦ **Ian Brossat**, Porte-parolat, suivi Île-de-France

- ♦ **Fanny Chartier**, Développement des pratiques militantes Entrée

- ♦ **Taylan Coskun**, Coordinateur des moyens institutionnels et juridiques

- ♦ **Cécile Cukierman**, Élections, institutions et collectivités

- ♦ **Léon Deffontaines**, Communication et suivi des Hauts-de-France

- ♦ **Sophie Delfino**, Suivi des nouvelles adhésions

- ♦ **Bénédicte Dupont**,

- ♦ **Fabien Gay**, Directeur de L'Humanité

- ♦ **Clara Gimenez**, Développement des cellules

- ♦ **Marie-Jeanne Gobert**, Médiation et règlement des conflits

- ♦ **Christophe Grassullo**, Trésorier national

- ♦ **Gladys Grelaud**, Ruralités et suivi Bretagne

- ♦ **Fatima Khallouk**, Handicap

- ♦ **Pierre Lacaze**, Relations extérieures ; relations avec les groupes parlementaires et les partis ; suivi Occitanie et relations avec l'Outre-mer

- ♦ **Céline Lecat**, Campagnes de solidarité concrète

- ♦ **Véronique Mahé**, Lien avec les fédérations

- ♦ **Frédéric Mellier**, Entreprises et lieux de travail

- ♦ **Yannick Monnet**, Affaires sociales

- ♦ **Özer Özturun**, Politique des cadres et quartiers populaires

- ♦ **Nadège Plaineau**, Discussion à finaliser

- ♦ **Léna Raud**, Jeunesse

- ♦ **Guillaume Roubaud-Quashie**, Mouvement des idées ; Président de la Fondation Gabriel Péri

- ♦ **Aymeric Seassau**, Relations avec les syndicats

- ♦ **Patricia Tejas**, Économie, Finances publiques

- ♦ **Muriel Ternant**, Éducation et suivi Bourgogne-Franche-Comté

- ♦ **Sylvie Vinceneux**, Logement

- ♦ **Shirley Wirden**, Droits des femmes et féminisme

- ♦ **Bora Yilmaz**, Lutte contre le racisme et l'antisémitisme et suivi Grand-Est

- ♦ **Igor Zamichiei**, Vie du Parti ■

Produits phytosanitaires : ne pas laisser les agriculteurs seuls face aux impasses techniques

La tension ne retombe toujours pas après l'adoption de la loi d'urgence agricole qui ré-autorise, par dérogation, l'emploi de deux insecticides, l'acétamipride et le flupyradifurone. Cela se comprend.

Ces produits dont les effets cancérigènes sont avérés présentent des risques importants pour les pollinisateurs, les écosystèmes et la santé humaine, qu'il s'agisse de celle des consommateurs ou de celle des agriculteurs et salariés agricoles qui les appliquent.

Leur ré autorisation ne peut toutefois être examinée indépendamment des difficultés concrètes des filières concernées, notamment lorsqu'elles ne disposent pas immédiatement d'alternatives suffisamment efficaces.

Le gouvernement place les agriculteurs devant un faux choix : utiliser des produits dangereux ou risquer de perdre leur récolte et leur revenu. Il autorise temporairement des substances sans apporter de solution durable aux producteurs et sans permettre d'engager la nécessaire et urgente transformation agroécologique.

Les communistes sont bien conscients des difficultés rencontrées par les agriculteurs pour maintenir leurs rendements.

La réduction du recours aux produits phytosanitaires ne se décrète pas : elle demande du temps, des alternatives disponibles, un accompagnement technique, des investissements et une garantie économique. Elle ne peut pas reposer uniquement sur les épaules des seuls exploitants.

À l'instar de la proposition de loi déposée par Julien Brugerolles, député communiste du Puy-de- Dôme, l'instauration d'un régime public d'assurance et de prévention des risques climatiques, sanitaires et environnementaux permettrait de limiter le recours aux produits chimiques sans faire supporter aux agriculteurs les pertes de rendement ou de revenu liées aux transitions.

De même, le PCF défend une réorientation d'une partie des aides de la Politique agricole commune afin de bâtir des plans individualisés de sortie progressive des produits phytosanitaires. Ces derniers tiendraient compte des spécificités de chaque exploitation, à l'image des contrats territoriaux d'exploitation en vigueur dans les années 2000.

Ces contrats devraient être négociés avec chaque exploitant, financés sur plusieurs années et assortis d'une garantie de revenu. Ils permettraient de financer le matériel, les changements de pratiques, les besoins supplémentaires de main-d'œuvre et les éventuelles pertes temporaires de production.

Se pose également l'enjeu d'investissements publics supplémentaires dans la recherche agronomique et l'enseignement agricole publics afin de relever le défi de l'atténuation et de l'adaptation au dérèglement climatique.

Il faut renforcer l'INRAE, les instituts techniques, les

chambres d'agriculture et l'enseignement agricole public afin que les alternatives soient élaborées avec les agriculteurs et rapidement accessibles sur le terrain.■

DETTE OU PAS DETTE ? GRAVE OU PAS GRAVE !!!!!

Depuis quelques semaines, par tous les médias, nous sommes abreuvés de différentes façons de réduire la dette qui ne cessent d'être de plus en plus lourdes.

Quelques premières remarques :

- ce sont ceux qui alimentent la dette qui nous demandent de les croire quant à leur capacité à la réduire. Étonnant, non !!!

- ce sont ceux-là même qui osent qualifier celles et ceux qui contestent leur choix de gestion qu'elles et ils n'ont aucune compétence pour s'autoriser à les contester. Toujours étonnant !!!

Une précision sur le montant de la dette. Ce n'est pas ce montant qui augmente mais son remboursement qui s'élève à 68,74 milliards d'euros et en fait le 1^{er} poste budgétaire. Le remboursement du capital emprunté se fait par de nouveaux emprunts.

Autre précision. La situation de la France n'est pas catastrophique, d'une part car elle a un niveau d'épargne de plus de 6000 € (3000 € de dette) et elle séduit les financiers qui empochent 4 % de taux d'intérêt.

Dernière précision, la plus importante à mes yeux, c'est le fait que nos dirigeants oublient systématiquement le poste recette du budget pour ne parler que des dépenses.

Une faute et pas une erreur. Vous pouvez réduire autant que vous le voulez, si vous ne travaillez le poste recette, vous vous enfoncez dans un déficit permanent.

Nos dirigeants ne veulent pas parler des recettes parce que c'est celui dans lequel figure sa principale richesse, la levée des impôts. Étonnant, non !!!

Deux réflexions : Nos dirigeants ne cessent de nous demander de nous comporter en citoyens pour nous faire accepter les « efforts » pour résoudre la dette qui ne se résout pas mais ils ne le demandent pas aux grands patrons ni aux ultra-riches. Étonnant, non !!!

La constitution de 1793, adoptée et approuvée par référendum, mais non appliquée en raison de la guerre et de la terreur n'a jamais été reprise...et pour cause : Article 101. - Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

Citoyennes et citoyens, regardez ce que votent les élu(e)s au Parlement et au Sénat et vous saurez pour qui il faut voter aux différentes élections et ce à tous les niveaux. Un maire et ses adjoints votent pour les sénatrices et sénateurs qui, elles et eux, votent des lois par lesquelles vous souffrez quotidiennement.■

Jean Lapeyre
Section PCF de Pouillon

Saint-Geours-de-Maremne

Bernard Labeyrie s'en est allé...

Le 16 juillet dernier nous avons rendu un dernier hommage à Bernard Labeyrie, notre ami et camarade de la section PCF Alfred Moulian de Tyrosse/Soustons.

Bernard était un homme de convictions, un homme fidèle à ses engagements et à ses valeurs. Après une courte expérience comme instituteur, il choisit d'intégrer l'administration fiscale où il exercera toute sa carrière comme contrôleur des impôts à Dax, principalement chargé du contrôle des entreprises. Il accomplissait cette mission avec le sérieux, la rigueur et le sens de la justice qui le caractérisaient.

Très tôt syndiqué à la CGT, Bernard a toujours été de tous les combats pour la défense des salariés et de la justice sociale. Son engagement communiste ne s'est jamais démenti. Avec toute sa famille, il a porté haut les idéaux de solidarité, de paix et d'émancipation humaine qui nous rassemblent.

Sa rigueur et son sens des responsabilités ont été précieux pour la section Alfred Moulian dont il a assuré avec discrétion et efficacité la fonction de trésorier pendant plus de 30 ans succédant à Marcelle Lacroix.

Bernard était également profondément attaché à sa commune de Saint-Geours-de-Maremne. Pendant vingt-cinq ans, de 1989 à 2014, il a siégé au conseil municipal, mettant son expérience et son dévouement au service de l'intérêt général.

Mais au-delà de ses responsabilités, nous garderons surtout le souvenir d'un homme profondément humble, discret, respectueux des autres. Bernard ne cherchait jamais la lumière. Il préférait l'efficacité à la mise en avant.

Travailleur acharné et fiable dans ses engagements, malgré les coups durs comme la disparition de son épouse Claudine qui était l'âme de la ferme Loumion leur domicile.

Issu d'une fratrie de dix enfants, Bernard appartenait à une famille où l'engagement et les valeurs de solidarité occupent une place importante. Avec la disparition de Bernard, la famille communiste a perdu l'un des siens, un camarade fidèle et un militant sincère.

À ses enfants, Benoît et Bertrand, à ses proches, à sa famille, à ses amis, nous voulons dire notre affection, notre soutien et notre profonde solidarité.

Adishatz Bernard.■

Hommage de la section Alfred Moulian

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

PAX AMERICANA GUERRE AUX PEUPLES

...L'Amérique, l'Amérique, je veux l'avoir et je l'aurai/
L'Amérique, l'Amérique, si c'est un rêve, je le saurai/
L'Amérique, l'Amérique, si c'est un rêve, je rêverai/
L'Amérique, l'Amérique, si c'est un rêve, je veux rêver/
M'ont chanté cent fois la chanson de l'Eldorado/ De l'Amérique... Extrait de «L'Amérique» par Joe Dassin (1938-1980). Le 6 janvier 2021, après sa défaite face à Joe Biden 46ème pdt des U.S.A né en 1942 à Scranton), le Capitole à Washington, siège du Parlement des U.S.A, était envahi par des partisans trumpistes déchaînés. Donald Trump (né le 14 juin 1946, à New York, homme d'affaires, alors 45ème pdt des USA) contestait sa large défaite électorale avant d'inviter sa troupe à se diriger vers le Capitole. Le trumpisme de retour au pouvoir en 2025, révèle quelque chose d'ancré dans la culture et l'histoire depuis la naissance des USA, les terres volées aux peuples indigènes, l'économie bâtie sur la traite des Noirs réduits en esclavage, la ségrégation et les discriminations dans le système éducatif comme dans la vie publique en fonction de la couleur de peau. La violence intérieure et les guerres à l'extérieur pour dominer le monde, ont un impact sur la vie politique du pays (lire «Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours de Howard Zinn 1922-2010, sociologue américain traduit de l'anglais par Frédéric Cotton 1975-2023, imprimé en 2016 pour les éditions AGONE à Marseille). Les USA comptent 2 millions d'anciens combattants et 74 millions de personnes qui ont voté pour soutenir cette politique. C'est ce qui a ramené l'administration Trump avec le slogan MAGA (Make America Great Again ou «rendre sa grandeur à l'Amérique») au pouvoir le 20/01/2025 comme 47ème président des USA. La «violence des riches» décryptée en 2013 par les sociologues Michel Pinçon (1942-2022) et Monique Pinçon-Charlot (née le 15/05/1946 à Saint Etienne) aux éditions Zones, se vérifie et nous aide à construire les luttes alternatives au capitalisme prédateur. Dans l'Antiquité, la "Pax Romana", symbole de l'Empire romain hégémonique (entre -200 avant Jésus Christ et 150 de notre ère), masquait une réalité brutale, où stabilité rime avec domination militaire et conquêtes incessantes. Après les attaques commerciales tous azimut et le retour de la brutalité militaire pour la domination des U.S.A sur le monde, dont l'opération militaire éclair "Absolute Resolve" qui s'est déroulée dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026 pour capturer Nicolás Maduro président du Venezuela et Cilia Flores députée, en violation de la Charte des Nations Unies sur «Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ou droit à l'autodétermination», mais aussi de la loi américaine sans consulter le Congrès des U.S.A. Le milliardaire Trump n'a que faire des règles et il déverse les milliards au gré des ambitions impérialistes. Il sait très bien ce qu'il fait et il est dangereux. En France, il a des émules avec les Bardella, Le Pen, Ciotti et compagnie qui poussent au racisme et à la haine entre les peuples. Aux U.S.A comme ailleurs, l'extrême-droite prospère sur l'accroissement des inégalités sociales, la mise en cause des libertés comme des conquises sociales du droit du travail, la Sécurité Sociale, les services publics, l'éducation, la santé et le sentiment de déclassement des plus démunis dans la société. La démocratie est dévoyée par le mépris des «élites» pour le «bien-être commun» avec un pouvoir présidentiel qui bafoue les principes fondateurs de liberté, égalité, fraternité. Malgré la crise, le CAC40 (40 plus grosses sociétés cotées en Bourse) s'est envolé de 26,37%, meilleure performance depuis 20 ans, alors que les peuples souffrent et que le chômage s'accroît. Que çaù serbi la rapacitat deus accionaris o l'interès generau? (Faut-il servir la rapacité des actionnaires ou l'intérêt général?). ■

Roger La Mougne